

En France, le « modèle républicain d'intégration » montre aussi ses limites

Le principe de laïcité a limité le développement du communautarisme, mais les enfants d'immigrés sont surreprésentés parmi les chômeurs

Analyse

Si le multiculturalisme est aujourd'hui remis en cause outre-Manche, il y a longtemps que les critiques n'épargnent plus le modèle d'intégration français, dit « républicain ». À l'opposé des systèmes anglais et allemand, il rejette les revendications ethniques ou religieuses au profit d'une République voulue « une et indivisible ». Il n'en est pas moins l'objet d'interminables débats depuis que s'accroissent les indicateurs illustrant son bilan en demi-teinte.

À en croire les enquêtes menées ces dernières années, l'intégration économique et sociale des immigrés et de leurs enfants en France est loin d'être à la hauteur des espérances. Les chiffres les plus parlants concernent les taux de chômage. Celui des immigrés est 1,5 à 2 fois supérieur à celui des personnes nées en France.

Or, le temps n'a pas atténué les difficultés, notamment pour « la deuxième génération ». D'après l'OCDE, l'écart de taux de chômage entre les enfants d'immigrés et l'ensemble des personnes nées en France étaient de 10 points en 2008, contre 5 à 7 points pour leurs parents. En matière d'éducation, les élèves issus de l'immigration ont aussi deux fois plus de risques d'être parmi les « peu performants », selon l'OCDE.

Dans ce paysage, les populations originaires du Maghreb et d'Afrique subsaharienne apparaissent de plus en plus en « décrochage ». Sans que les raisons soient

clairement identifiées, les études montrent que ces populations sont notamment surreprésentées parmi les bénéficiaires des minima sociaux.

Ces résultats s'inscrivent toutefois dans le cadre d'une histoire. Celle d'un « modèle d'intégration républicain » français qui, jusqu'aux années 1970-1980, était un concept creux. Il n'y avait auparavant aucun « projet politique d'insertion des immigrés », rappelle l'historien Gérard Noiriel dans *Le Monde diplomatique* de janvier 2002.

« Identités plurielles »

Les spécialistes tirent des analyses contrastées de ces statistiques. Certains estiment qu'ils confirment l'échec du modèle français, notamment de son cœur, l'école « républicaine ». Les banlieues ghettoïsées en seraient l'exemple le plus patent. D'autres, au contraire, considèrent que les prismes politiques et médiatiques cachent l'émergence d'une élite et d'une classe moyenne issues de l'immigration.

À l'instar du Royaume-Uni, la préoccupation pour « l'intégration » des immigrés se focalise cependant de plus en plus sur l'islam. Or, s'il existe des prosélytismes radicaux puissants outre-Manche, ceux-ci restent très marginaux en France. Les « prières de rue », pointées du doigt par le Front national fin 2010, sont d'abord dues à un manque de lieux de culte pour les musulmans.

Le concept de « laïcité », pilier du « modèle républicain », est de plus en plus repris par les responsables

politiques pour des débats implicites sur l'islam. La référence à la laïcité épargne les campagnes trop frontales du type de celle contre les minarets en Suisse. Mais elle cache mal, à gauche comme à droite, des discours ressentis comme stigmatisants par nombre de musulmans.

Ces derniers, comme d'autres, regrettent les difficultés françaises à intégrer « des identités plurielles ». Le débat sur « l'identité nationale » voulu en 2009 par Nicolas Sarkozy, en était emblématique. Le chef de l'État est toutefois parmi les premiers à avoir compris les intérêts politiques de la promotion de personnalités issues de la « diversité » au nom de « discriminations » réelles ou supposées.

Or, c'est aussi là que le « modèle républicain », tel que vanté par les responsables politiques de tous bords, atteint ses limites. Car il laisse sans cesse entendre que « l'intégration » peut, quelque part, faire disparaître le « visible » – même la religion ou la couleur de peau. Une référence aux immigrés espagnols ou portugais.

Le « modèle » présenté omet enfin presque toujours d'avouer son impuissance face aux rouages de l'économie. La crise, avant même l'épisode aigu de 2008, laminait déjà les classes populaires dont les immigrés constituent l'un des importants contingents. La question à résoudre semble donc moins celle de « l'intégration » que de la croissance à retrouver pour que le bas de l'échelle sociale auquel ils appartiennent rattrape le train qui les a lâchés. ■

Elise Vincent